ANNEXE I
(*article 1*)

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES TRAVAUX ET DE LA DÉPENSE

CHAPITRE I

SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES GÉNÉRAUX DE
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

SECTION I

NATURE DES SERVICES ET DESCRIPTION DU PROJET

1. La nature des services varie selon les besoins et peut comprendre les services professionnels et techniques en architecture, en ingénierie ainsi qu'en toute autre spécialité qui est requise pour les activités préparatoires ou complémentaires à la réalisation de projets.

2. Les services sont requis pour la gestion du portefeuille de projet, les études d'opportunité et de faisabilité, les études et expertises techniques, ainsi que pour la réalisation de projets spéciaux. Ces projets sont prévus sur des bâtiments, équipements et structures, relevant de la compétence d'agglomération, à l'usage total ou partiel de la ville, qu'ils soient sa propriété, loués par elle ou faisant l'objet d'une convention de partenariat.

3. Les projets peuvent également nécessiter l'embauche du personnel d'appoint requis pour leur réalisation.

SECTION II

LOCALISATION

4. Les services professionnels et techniques et le personnel d'appoint décrits aux articles 1, 2 et 3 sont requis dans le cadre de divers projets de compétence d'agglomération, localisés à divers endroits sur le territoire de la ville.

SECTION III

ESTIMATION DU COÛT

5. Le coût du projet décrit aux articles 1, 2 et 3 s'élève à la somme de 48 100 \$.

Sous-total chapitre I : 48 100 \$

CHAPITRE II

MAINTIEN DE LA PÉRENNITÉ – BÂTIMENTS DE COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

SECTION I

NATURE DES TRAVAUX ET DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES - DESCRIPTION DU PROJET

6. La nature des projets varie selon les besoins et peut comprendre des travaux dans les disciplines d'architecture, de structure, de mécanique, d'électricité, de génie civil et d'architecture du paysage. Il peut s'agir de travaux de construction, de reconstruction, d'agrandissement, de réfection, de rénovation, de restauration, d'amélioration, d'ajout, de correction, de renforcement, de modification, de déplacement, de remplacement, de démolition, d'aménagement, de réaménagement, d'enveloppe, d'économie d'énergie, de décontamination, de signalisation, d'accessibilité, d'éclairage, d'aménagement extérieur, de pavage, ainsi que d'autres travaux divers et imprévus. Il peut également s'agir de l'acquisition d'immeubles construits ou non construits, de servitudes, de mobilier et d'équipement spécialisé, des frais de déménagement, de relocalisation ainsi que toute acquisition ou frais nécessaires à la réalisation des projets. Ces projets sont prévus sur des bâtiments et équipements relevant de la compétence d'agglomération, à l'usage total ou partiel de la ville, qu'ils soient sa propriété, loués par elle ou faisant l'objet d'une convention de partenariat.

Le projet comprend, si nécessaire, l'ensemble des frais encourus par la ville lors d'un éventuel litige contractuel en demande ou en défense de même que la somme requise à l'acquittement du jugement final pouvant en résulter en capital, intérêts et dépens.

7. Les projets nécessitent l'octroi des contrats de services professionnels et techniques en architecture, en architecture du paysage, en ingénierie, en analyse de la valeur, en contrôle des coûts, en arpentage légal, en notariat et conseils juridiques, en comptabilité ainsi qu'en toute autre spécialité qui est requise. Les services sont exigés pour les études, les analyses, les expertises, la planification, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux, les services durant la construction, le contrôle de la qualité, la préparation des dossiers de demandes de subvention, les procédures judiciaires, les vérifications financières, les négociations et ententes avec les partenaires des projets ou toute autre démarche requise auprès des autorités compétentes et peuvent également impliquer tout autre service requis pour les études, la conception, la planification, la réalisation et la mise en service des projets.

8. Les projets peuvent également nécessiter l'embauche du personnel d'appoint requis pour leur réalisation.

SECTION II

LOCALISATION

9. Les travaux et les services professionnels et techniques et le personnel d'appoint décrits aux articles 6, 7 et 8 sont requis dans le cadre de projets sur divers bâtiments et équipements, relevant de la compétence d'agglomération, localisés à divers endroits sur le territoire de la ville.

SECTION III

ESTIMATION DU COÛT

10. Le coût du projet décrit aux articles 6, 7 et 8 s'élève à la somme de 2 411 600 \$.

Sous-total chapitre II : 2 411 600 \$

CHAPITRE III

MAINTIEN DE LA PÉRENNITÉ – ÉCLAIRAGE PUBLIC ET SIGNALISATION LUMINEUSE DE COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

SECTION I

NATURE DES TRAVAUX ET DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES – DESCRIPTION DU PROJET

11. La nature des projets varie selon les besoins et peut comprendre des travaux dans les disciplines de structure, d'électricité et de génie civil. Il peut s'agir de travaux de réparation, d'amélioration, d'ajout, de correction, de modification, de remplacement, de signalisation, d'éclairage, de voirie, de pavage, de réaménagement ainsi que d'autres travaux divers et imprévus pouvant toucher l'économie d'énergie. Les projets peuvent également comprendre des mesures touchant l'acquisition de terrains, de servitudes, d'équipements ainsi que toute autre acquisition ou frais nécessaires à leur réalisation. Ces projets sont prévus sur des équipements d'éclairage et de signalisation relevant de la compétence d'agglomération, à l'usage total ou partiel de la ville, qu'ils soient sa propriété, loués par elle ou faisant l'objet d'une convention de partenariat.

Le projet comprend, si nécessaire, l'ensemble des frais encourus par la ville lors d'un éventuel litige contractuel en demande ou en défense de même que la somme requise à l'acquittement du jugement final pouvant en résulter en capital, intérêts et dépens.

12. Les projets nécessitent l'octroi des contrats de services professionnels et techniques en architecture, en architecture du paysage, en ingénierie, en analyse de la valeur, en contrôle des coûts, en arpentage légal, en notariat et conseils juridiques, en comptabilité, ainsi qu'en toute autre spécialité qui est requise. Les services sont exigés pour les études, les analyses, les expertises, la planification, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux, les services durant la construction, le contrôle de la qualité, la préparation des dossiers de demandes de subventions, les procédures judiciaires, les vérifications financières, les négociations et ententes avec les partenaires des projets ou toute autre démarche requise auprès des autorités compétentes et peuvent également impliquer tout autre service requis pour les études, la conception, la planification, la réalisation et la mise en service des projets.

13. Les projets peuvent également nécessiter l'embauche du personnel d'appoint requis pour leur réalisation.

SECTION II

LOCALISATION

14. Les travaux, les services professionnels et techniques et le personnel d'appoint décrits aux articles 11, 12 et 13 sont requis dans le cadre de projets sur diverses unités d'éclairage public et signaux lumineux localisés à divers endroits sur le réseau artériel à l'échelle de l'agglomération et sur des équipements qui relèvent de l'agglomération.

SECTION III

ESTIMATION DU COÛT

15. Le coût du projet décrit aux articles 11, 12 et 13 s'élève à la somme de 240 500 \$.

Sous-total chapitre III : 240 500 \$

CHAPITRE IV

DÉVELOPPEMENT – NOUVELLES CONSTRUCTIONS, AGRANDISSEMENTS ET ACQUISITIONS DE COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

SECTION I

NATURE DES TRAVAUX ET DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES – DESCRIPTION DU PROJET

16. La nature des projets varie selon les besoins et peut comprendre l'acquisition d'immeubles construits ou non construits, de servitudes et de droits de passage. Ces projets sont prévus sur des bâtiments, structures et équipements, relevant de la compétence d'agglomération à l'usage total ou partiel de la ville,

qu'ils soient sa propriété, loués par elle ou faisant l'objet d'une convention de partenariat. Il peut également s'agir de nouvelles acquisitions.

Le projet comprend, si nécessaire, l'ensemble des frais encourus par la ville lors d'un éventuel litige contractuel en demande ou en défense de même que la somme requise à l'acquittement du jugement final pouvant en résulter en capital, intérêts et dépens.

17. Les projets nécessitent l'octroi des contrats de services professionnels et techniques en architecture, en architecture du paysage, en ingénierie, en analyse de la valeur, en contrôle des coûts, en arpentage légal, en notariat et conseils juridiques, en comptabilité, ainsi qu'en toute autre spécialité qui est requise. Les services sont exigés pour les études, les analyses, les expertises, la planification, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux, les services durant la construction, le contrôle de la qualité, la préparation des dossiers de demandes de subventions, les procédures judiciaires, les vérifications financières, les négociations et ententes avec les partenaires des projets ou toute autre démarche requise auprès des autorités compétentes et peuvent également impliquer tout autre service requis pour les études, la conception, la planification, la réalisation et la mise en service des projets.

18. Les projets peuvent également nécessiter l'embauche du personnel d'appoint requis pour leur réalisation.

SECTION II

LOCALISATION

19. Les travaux, les services professionnels et techniques et le personnel d'appoint décrits aux articles 16, 17 et 18 sont requis dans le cadre de projets sur divers bâtiments relevant de la compétence d'agglomération, localisés à divers endroits sur le territoire de la ville.

SECTION III

ESTIMATION DU COÛT

20. Le coût des travaux et des services professionnels et techniques et du personnel d'appoint décrits aux articles 16, 17 et 18 s'élève à la somme de 943 000 \$.

Sous-total chapitre IV : 943 000 \$

CHAPITRE V

MAINTIEN DE LA PÉRENNITÉ – PROGRAMME DES ARÉNAS DE COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

SECTION I

NATURE DES TRAVAUX ET DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES – DESCRIPTION DU PROJET

21. La nature des projets varie selon les besoins et peut comprendre des travaux dans les disciplines d'architecture, d'architecture du paysage, de structure, de mécanique, d'électricité, de génie civil. Il peut s'agir de travaux de construction, de reconstruction, d'agrandissement, de réfection, de rénovation, de restauration, d'amélioration, d'ajout, de correction, de modification, de déplacement, de remplacement, de démolition, d'aménagement intérieur, d'enveloppe, d'économie d'énergie, de décontamination, de signalisation, d'accessibilité, d'aménagement extérieur, de circulation, de transports ainsi que d'autres travaux divers et imprévus visant le remplacement des dalles réfrigérées, des systèmes de réfrigération, la correction des issues et la conformité des aré纳斯 ou des bâtiments abritant des patinoires et des surfaces glacées extérieures réfrigérées et propriétés de la ville. Il peut également s'agir de l'acquisition d'immeubles construits ou non construits, de servitudes, la relocalisation d'équipements d'utilités publiques, l'acquisition de mobilier et d'équipements spécialisés, des frais de déménagement, de relocalisation ainsi que toute acquisition ou frais nécessaires à la réalisation des projets.

Le projet comprend, si nécessaire, l'ensemble des frais encourus par la ville lors d'un éventuel litige contractuel en demande ou en défense de même que la somme requise à l'acquiescement du jugement final pouvant en résulter en capital, intérêts et dépens.

22. Les projets nécessitent l'octroi des contrats de services professionnels et techniques en architecture, en architecture du paysage, en ingénierie, en analyse de la valeur, en contrôle des coûts, en arpentage légal, en notariat et conseils juridiques, en comptabilité ainsi qu'en toute autre spécialité qui est requise. Les services sont exigés pour les études, les analyses, les expertises, la planification, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux, les services durant la construction, le contrôle de la qualité, la préparation des dossiers de demandes de subvention, les procédures judiciaires, les vérifications financières, les négociations et ententes avec les partenaires des projets ou toute autre démarche requise auprès des autorités compétentes et peuvent également impliquer tout autre service requis pour les études, la conception, la planification, la réalisation et la mise en service des projets.

23. Les projets peuvent également nécessiter l'embauche du personnel d'appoint requis pour leur réalisation.

SECTION II

LOCALISATION

24. Les travaux, les services professionnels et techniques et le personnel d'appoint décrits aux articles 21, 22 et 23 sont requis dans le cadre de divers projets sur divers arénas ou bâtiments abritant des patinoires et sur diverses surfaces glacées extérieures réfrigérées relevant de la compétence d'agglomération, localisés à divers endroits sur le territoire de la ville.

SECTION III

ESTIMATION DU COÛT

25. Le coût du projet décrit aux articles 21, 22 et 23 s'élève à la somme 141 500 \$.

Sous-total chapitre V : 141 500 \$

CHAPITRE VI

MAINTIEN DE LA PÉRENNITÉ – PROGRAMME DES CASERNES

SECTION I

NATURE DES TRAVAUX ET DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES – DESCRIPTION DU PROJET

26. La nature des projets varie selon les besoins et peut comprendre des travaux dans les disciplines d'architecture, d'architecture du paysage, de structure, de mécanique, d'électricité, de génie civil. Il peut s'agir de travaux de construction, de reconstruction, d'agrandissement, de réfection, de rénovation, de restauration, d'amélioration, d'ajout, de correction, de modification, de déplacement, de remplacement, de démolition, d'aménagement intérieur, d'enveloppe, d'économie d'énergie, de décontamination, de signalisation, d'accessibilité, d'aménagement extérieur, de circulation, de transports ainsi que d'autres travaux divers et imprévus visant des bâtiments abritant des casernes d'incendie et leurs bâtiments accessoires et propriétés de la ville. Il peut également s'agir de l'acquisition d'immeubles construits ou non construits, de servitudes, la relocalisation d'équipements d'utilités publiques, l'acquisition de mobilier et d'équipements spécialisés, des frais de déménagement, de relocalisation ainsi que toute acquisition ou frais nécessaires à la réalisation des projets.

Le projet comprend, si nécessaire, l'ensemble des frais encourus par la ville lors d'un éventuel litige contractuel en demande ou en défense de même que la somme requise à l'acquiescement du jugement final pouvant en résulter en capital, intérêts et dépens.

27. Les projets nécessitent l'octroi des contrats de services professionnels et techniques en architecture, en architecture du paysage, en ingénierie, en analyse de la valeur, en contrôle des coûts, en arpentage légal, en notariat et conseils juridiques, en comptabilité ainsi qu'en toute autre spécialité qui est requise. Les services sont exigés pour les études, les analyses, les expertises, la planification, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux, les services durant la construction, le contrôle de la qualité, la préparation des dossiers de demandes de subvention, les procédures judiciaires, les vérifications financières, les négociations et ententes avec les partenaires des projets ou toute autre démarche requise auprès des autorités compétentes et peuvent également impliquer tout autre service requis pour les études, la conception, la planification, la réalisation et la mise en service des projets.

28. Les projets peuvent également nécessiter l'embauche du personnel d'appoint requis pour leur réalisation.

SECTION II

LOCALISATION

29. Les travaux, les services professionnels et techniques et le personnel d'appoint décrits aux articles 26, 27 et 28 sont requis dans le cadre de projets sur divers bâtiments abritant des casernes d'incendie et leurs bâtiments accessoires relevant de la compétence d'agglomération, localisées à divers endroits sur le territoire de la ville.

SECTION III

ESTIMATION DU COÛT

30. Le coût du projet décrit aux articles 26, 27 et 28 s'élève à la somme de 528 100 \$.

Sous-total chapitre VI : 528 100 \$

TOTAL : 4 312 800 \$

Annexe préparée le 16 décembre 2013 par :

Michel Turcotte, architecte
Service de la gestion des immeubles